



**A D I G E C S**

Association des directions générales  
des commissions scolaires du Québec

*Présidence*

Le 20 mars 2014

Madame Pauline Marois  
Première ministre du Québec  
Chef du Parti québécois  
969, route de l'Église, bureau 530  
Québec (Québec) G1V 3V4

**Objet : Campagne électorale provinciale — Pour que l'élève soit au cœur des priorités**

Madame la Première Ministre,

Dans le cadre de la campagne électorale provinciale qui bat son plein, je souhaite vous sensibiliser à certains dossiers et enjeux prioritaires de l'Association des directions générales des commissions scolaires (ADIGECS).

Notre organisation gravite dans le paysage de l'éducation depuis 1972. L'ADIGECS, qui regroupe les experts de terrain de l'administration scolaire du système public au Québec, a pour mission de mettre en place les conditions pour favoriser la réussite scolaire et la persévérance des élèves, et ce, en étroite relation avec les communautés locales. Nos membres coordonnent quotidiennement le travail de plus de 195 000 personnes, dont 105 000 enseignants, administrent 2 716 écoles et centres de formation et accueillent plus de 1,3 million d'élèves dans ses établissements.

Parce que nous croyons que l'éducation doit devenir le chantier prioritaire de la prochaine décennie, je vous sou mets la liste des enjeux pour lesquels nous sommes mobilisés et sur lesquels nous souhaitons vous entendre, notamment :

- Les initiatives visant à encourager la persévérance et la réussite scolaire;
- Le développement des compétences pédagogiques parce que la réussite de nos élèves repose sur leur capacité de développer leur plein potentiel;
- Le maintien des actifs par un financement adéquat, stable et récurrent;
- La participation aux différents chantiers ministériels se préoccupant des enfants handicapés ou en difficulté d'adaptation et d'apprentissage;
- La poursuite des efforts en matière de modernisation de l'administration scolaire afin que le maximum de ressources soit dirigé vers l'élève;
- Le développement et la valorisation de la formation professionnelle comme étant une formation qualifiante;
- La révision du financement des écoles privées pour rétablir une équité avec le système public.

/2

Par-dessus tout, nous souhaitons fortifier nos relations avec les hautes instances du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport en tant que partenaire de premier plan. Nous voulons en effet initier une nouvelle ère de collaboration destinée à mettre à profit notre expertise et notre connaissance des réalités dans la prise de décisions et l'optimisation du réseau éducationnel public. Au bout du compte, ce seront nos élèves qui sortiront gagnants d'un partenariat renforcé entre notre organisation et l'État québécois.

Par ailleurs, nous avons lu avec beaucoup d'attention la plateforme électorale du Parti québécois, notamment sur les engagements de votre formation politique en matière d'éducation. Si nous partageons votre détermination à lutter contre le décrochage scolaire, à valoriser la formation professionnelle et à mettre en valeur la profession enseignante, nous sommes néanmoins préoccupés par l'intention de votre gouvernement, inscrite dans le dernier budget du ministre des Finances, M. Nicolas Marceau, de fusionner les commissions scolaires, car cela constitue une avenue autour de laquelle gravitent beaucoup de questions et de préoccupations. Nous sommes également inquiets, très inquiets, à l'idée que les commissions scolaires pourraient subir d'autres compressions budgétaires dans un contexte où les marges de manœuvre n'existent plus, ce qui représenterait une très mauvaise nouvelle pour la réussite des élèves.

Vous remerciant de l'attention que vous porterez aux attentes de l'Association des directions générales des commissions scolaires, je vous prie d'agréer, Madame la Première Ministre, l'expression de ma très haute considération.

Le président,



Raynald Thibeault

c.c. Candidates et candidats du Parti québécois à l'élection provinciale du 7 avril 2014 (par courrier électronique)



**A D I G E C S**

Association des directions générales  
des commissions scolaires du Québec

*Présidence*

Le 20 mars 2014

Monsieur Philippe Couillard  
Chef du Parti libéral du Québec  
7240, rue Waverly  
Montréal (Québec) H2R 2Y8

**Objet : Campagne électorale provinciale — Pour que l'élève soit au cœur des priorités**

Monsieur,

Dans le cadre de la campagne électorale provinciale qui bat son plein, je souhaite vous sensibiliser à certains dossiers et enjeux prioritaires de l'Association des directions générales des commissions scolaires (ADIGECS).

Notre organisation gravite dans le paysage de l'éducation depuis 1972. L'ADIGECS, qui regroupe les experts de terrain de l'administration scolaire du système public au Québec, a pour mission de mettre en place les conditions pour favoriser la réussite scolaire et la persévérance des élèves, et ce, en étroite relation avec les communautés locales. Nos membres coordonnent quotidiennement le travail de plus de 195 000 personnes, dont 105 000 enseignants, administrent 2 716 écoles et centres de formation et accueillent plus de 1,3 million d'élèves dans ses établissements.

Parce que nous croyons que l'éducation doit devenir le chantier prioritaire de la prochaine décennie, je vous sou mets la liste des enjeux pour lesquels nous sommes mobilisés et sur lesquels nous souhaitons vous entendre, notamment :

- Les initiatives visant à encourager la persévérance et la réussite scolaire;
- Le développement des compétences pédagogiques parce que la réussite de nos élèves repose sur leur capacité de développer leur plein potentiel;
- Le maintien des actifs par un financement adéquat, stable et récurrent;
- La participation aux différents chantiers ministériels se préoccupant des enfants handicapés ou en difficulté d'adaptation et d'apprentissage;
- La poursuite des efforts en matière de modernisation de l'administration scolaire afin que le maximum de ressources soit dirigé vers l'élève;
- Le développement et la valorisation de la formation professionnelle comme étant une formation qualifiante;
- La révision du financement des écoles privées pour rétablir une équité avec le système public.

/2

Par-dessus tout, nous souhaitons fortifier nos relations avec les hautes instances du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport en tant que partenaire de premier plan. Nous voulons en effet initier une nouvelle ère de collaboration destinée à mettre à profit notre expertise et notre connaissance des réalités dans la prise de décisions et l'optimisation du réseau éducationnel public. Au bout du compte, ce seront nos élèves qui sortiront gagnants d'un partenariat renforcé entre notre organisation et l'État québécois.

Par ailleurs, nous avons lu avec beaucoup d'attention la plateforme électorale du Parti libéral du Québec, notamment sur les engagements de votre formation politique en matière d'éducation.

Nous sommes heureux de lire dans votre communiqué de presse du 10 mars dernier que vous reconnaissez que « les commissions scolaires sont bien implantées et jouent pleinement leur rôle de gestion des services offerts aux écoles de leur territoire » et qu'elles « sont des acteurs importants du développement économique régional ». Si nous saluons votre intention de repenser le rôle des directions régionales, nous souhaitons néanmoins que la réduction de 40 % des effectifs du Ministère que vous prévoyez ne se traduise pas par un désengagement du gouvernement à l'égard de l'éducation.

Vous remerciant de l'attention que vous porterez aux attentes de l'Association des directions générales des commissions scolaires, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma haute considération.

Le président,



Raynald Thibeault

c.c. Candidates et candidats du Parti libéral du Québec à l'élection provinciale du 7 avril 2014 (par courrier électronique)



Le 20 mars 2014

Monsieur François Legault  
Chef de la Coalition Avenir Québec  
4020, rue Saint-Ambroise, Bureau 499  
Montréal, Québec H4C 2C7

**Objet : Campagne électorale provinciale — Pour que l'élève soit au cœur des priorités**

Monsieur,

Dans le cadre de la campagne électorale provinciale qui bat son plein, je souhaite vous sensibiliser à certains dossiers et enjeux prioritaires de l'Association des directions générales des commissions scolaires (ADIGECS).

Notre organisation gravite dans le paysage de l'éducation depuis 1972. L'ADIGECS, qui regroupe les experts de terrain de l'administration scolaire du système public au Québec, a pour mission de mettre en place les conditions pour favoriser la réussite scolaire et la persévérance des élèves, et ce, en étroite relation avec les communautés locales. Nos membres coordonnent quotidiennement le travail de plus de 195 000 personnes, dont 105 000 enseignants, administrent 2 716 écoles et centres de formation et accueillent plus de 1,3 million d'élèves dans ses établissements.

Parce que nous croyons que l'éducation doit devenir le chantier prioritaire de la prochaine décennie, je vous soumetts la liste des enjeux pour lesquels nous sommes mobilisés et sur lesquels nous souhaitons vous entendre, notamment :

- Les initiatives visant à encourager la persévérance et la réussite scolaire;
- Le développement des compétences pédagogiques parce que la réussite de nos élèves repose sur leur capacité de développer leur plein potentiel;
- Le maintien des actifs par un financement adéquat, stable et récurrent;
- La participation aux différents chantiers ministériels se préoccupant des enfants handicapés ou en difficulté d'adaptation et d'apprentissage;
- La poursuite des efforts en matière de modernisation de l'administration scolaire afin que le maximum de ressources soit dirigé vers l'élève;
- Le développement et la valorisation de la formation professionnelle comme étant une formation qualifiante;
- La révision du financement des écoles privées pour rétablir une équité avec le système public.

Par-dessus tout, nous souhaitons fortifier nos relations avec les hautes instances du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport en tant que partenaire de premier plan. Nous voulons en effet initier une nouvelle ère de collaboration destinée à mettre à profit notre expertise et notre connaissance des réalités dans la prise de décisions et l'optimisation du réseau éducationnel public. Au bout du compte, ce seront nos élèves qui sortiront gagnants d'un partenariat renforcé entre notre organisation et l'État québécois.

Par ailleurs, nous avons lu avec beaucoup d'attention la plateforme électorale de la Coalition Avenir Québec, notamment sur les engagements de votre formation politique en matière d'éducation. Si nous partageons votre détermination à améliorer le soutien pédagogique et l'encadrement des jeunes par l'embauche de 500 nouveaux spécialistes — psychologues, orthopédagogues et psychoéducateurs — et de 120 nouveaux conseillers en orientation, nous sommes évidemment préoccupés par l'intention de votre formation politique d'abolir les commissions scolaires, d'autant plus que nos frais administratifs de 5 % figurent parmi les plus bas des organisations publiques et parapubliques.

Même en abolissant les commissions scolaires, il faudrait désigner une instance de proximité chargée de coordonner la rentrée scolaire, planifier le transport des écoliers, négocier les ententes, aménager les locaux, assigner les 105 000 enseignants, veiller au bon fonctionnement des systèmes informatiques, coordonner les services de la paie, percevoir les taxes scolaires, planifier le maintien des actifs, faire les arbitrages administratifs et politiques essentiels pour assurer la répartition équitable des ressources aux écoles ainsi que la répartition des élèves entre les écoles dans les contextes de nouvelles écoles ou de déplacement d'élèves entre les écoles en surcapacité, etc.

Vous remerciant de l'attention que vous porterez aux attentes de l'Association des directions générales des commissions scolaires, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma haute considération.

Le président,



Raynald Thibeault

c.c. Candidates et candidats de la Coalition Avenir Québec à l'élection provinciale du 7 avril 2014 (par courrier électronique)



**A D I G E C S**

Association des directions générales  
des commissions scolaires du Québec

*Présidence*

Le 20 mars 2014

Madame Françoise David  
Coporte-parole de Québec solidaire  
7105, rue Saint-Hubert, bureau 304  
Montréal (Québec) H2S 2N1

**Objet : Campagne électorale provinciale — Pour que l'élève soit au cœur des priorités**

Madame,

Dans le cadre de la campagne électorale provinciale qui bat son plein, je souhaite vous sensibiliser à certains dossiers et enjeux prioritaires de l'Association des directions générales des commissions scolaires (ADIGECS).

Notre organisation gravite dans le paysage de l'éducation depuis 1972. L'ADIGECS, qui regroupe les experts de terrain de l'administration scolaire du système public au Québec, a pour mission de mettre en place les conditions pour favoriser la réussite scolaire et la persévérance des élèves, et ce, en étroite relation avec les communautés locales. Nos membres coordonnent quotidiennement le travail de plus de 195 000 personnes, dont 105 000 enseignants, administrent 2 716 écoles et centres de formation et accueillent plus de 1,3 million d'élèves dans ses établissements.

Parce que nous croyons que l'éducation doit devenir le chantier prioritaire de la prochaine décennie, je vous sou mets la liste des enjeux pour lesquels nous sommes mobilisés et sur lesquels nous souhaitons vous entendre, notamment :

- Les initiatives visant à encourager la persévérance et la réussite scolaire;
- Le développement des compétences pédagogiques parce que la réussite de nos élèves repose sur leur capacité de développer leur plein potentiel;
- Le maintien des actifs par un financement adéquat, stable et récurrent;
- La participation aux différents chantiers ministériels se préoccupant des enfants handicapés ou en difficulté d'adaptation et d'apprentissage;
- La poursuite des efforts en matière de modernisation de l'administration scolaire afin que le maximum de ressources soit dirigé vers l'élève;
- Le développement et la valorisation de la formation professionnelle comme étant une formation qualifiante;
- La révision du financement des écoles privées pour rétablir une équité avec le système public.

/2

Par-dessus tout, nous souhaitons fortifier nos relations avec les hautes instances du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport en tant que partenaire de premier plan. Nous voulons en effet initier une nouvelle ère de collaboration destinée à mettre à profit notre expertise et notre connaissance des réalités dans la prise de décisions et l'optimisation du réseau éducationnel public. Au bout du compte, ce seront nos élèves qui sortiront gagnants d'un partenariat renforcé entre notre organisation et l'État québécois.

Par ailleurs, nous avons lu avec beaucoup d'attention la plateforme électorale de Québec solidaire, notamment sur les engagements de votre formation politique en matière d'éducation. Permettez-moi certains commentaires.

Si nous saluons votre plaidoyer en faveur de l'école publique et votre intention de rehausser les ressources des écoles en milieux défavorisés, de réduire le nombre d'élèves par classe et d'améliorer le soutien au personnel enseignant et non enseignant, nous sommes néanmoins sceptiques quant à votre promesse d'éliminer tous les frais facturés pour la fréquentation d'une école publique. Dans le contexte économique et budgétaire qui prévaut actuellement, nous croyons que cela risque de fragiliser nos établissements en nous privant de ressources financières essentielles pour remplir notre mission d'enseignement.

Vous remerciant de l'attention que vous porterez aux attentes de l'Association des directions générales des commissions scolaires, je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma haute considération.

Le président,



Raynald Thibeault